



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction Générale du Trésor

# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

Semaine du 17 avril 2023

## ❖ Régional

Les économies d'Afrique de l'Est se préparent à de nouvelles restrictions budgétaires

De nouvelles réductions des dépenses et mesures fiscales devraient être annoncées dans l'ensemble des économies d'Afrique de l'Est au cours de l'exercice 2023/24, marquant ainsi le début de la normalisation des politiques fiscales après les politiques accommodantes post Covid-19. Selon le directeur du département Afrique du FMI, le principal enjeu de la région est actuellement le manque de financement dû à de multiples chocs, notamment la perte d'accès aux marchés extérieurs, la fuite des capitaux et la hausse des prix des matières premières suite à la guerre en Ukraine. À cela s'ajoutent la baisse continue de l'aide publique au développement et la diminution des flux en provenance de la Chine dans un contexte d'endettement élevé et de ralentissement de la croissance. Pour rappel, le Kenya et le Burundi ont les profils d'endettement les plus élevés de la CAE, avec des ratios dette/PIB estimés respectivement à 62,3 % et 66,5 %.

## ❖ Burundi

Dégradation des estimations de croissance du FMI pour 2022

Selon le WEO publié par le FMI, la croissance réelle du PIB aurait ralenti à 1,8 % en 2022 au lieu de 3,3 % dans le WEO d'octobre, et après 3,1 % en 2021. Elle devrait cependant remonter à 3,3 % en 2023. Le PIB par habitant du pays stagne ainsi autour de 250 USD/hab par an, au même niveau que 2012. La hausse des prix des importations provoquée par la guerre en Ukraine a fait grimper l'inflation et accentué la pression sur le compte courant. L'inflation s'est établie en moyenne à 18,9 % en 2022 et les pressions inflationnistes ne faiblissent pas (28,6 % en glissement annuel à la fin du mois de janvier 2023), sous l'effet des prix des denrées alimentaires. Elle devrait rester élevée, à environ 16,0 % en 2023 selon l'estimation du FMI qui révisé sa prévision fortement à la hausse, après 8,5 % dans le WEO précédent.

## ❖ Comores

*Pas de brève cette semaine*

## Djibouti

*Pas de brève cette semaine*

## Erythrée

*Pas de brève cette semaine*

## Ethiopie

Tenue du 3<sup>ème</sup> comité bilatéral de suivi Franco-Ethiopien

Le ministère des Finances éthiopien et l'Ambassade de France ont tenu le 3<sup>ème</sup> Comité bilatéral de suivi franco-éthiopien, le 19 avril. Cette année, le Comité comprenait trois sessions : (i) une discussion à huis clos entre des représentants du gouvernement éthiopien et une sélection d'entreprises françaises pour discuter des principaux défis et solutions en matière d'investissement ; (ii) une table ronde sur le développement des PPP dans le secteur des énergies renouvelables avec des entreprises françaises telles que Meridiam, General Electric Renewable Energy, EDF, TechnipEnergies et TotalEnergies ; (iii) une présentation du dernier Rapport sur le Climat des Affaires du Club d'Affaires Franco-Ethiopien (CAFÉ) sur la base d'une étude menée auprès de plus de 50 entreprises françaises fin 2022. Le CAFÉ a également signé un protocole d'accord avec l'*Ethiopian Investment Commission (EIC)* pour la mise en place d'un *french desk* au sein de l'institution. Le Comité bilatéral de suivi franco-éthiopien a été mis en place à la suite de la visite d'État du Président français E. Macron en Éthiopie en mars 2019. Les

gouvernements éthiopien et français avaient signé une déclaration d'intention (DoI) sur la promotion du développement économique en Éthiopie, le 12 mars 2019, en présence des deux chefs d'État.

Projet d'investissement chinois pour la construction d'une cimenterie

Le groupe chinois *Sinoma Construction* et la société *National West International Holding Building Materials Holding Company*, une coentreprise sino-éthiopienne, ont signé un contrat d'Ingénierie, d'Approvisionnement et de Construction (EPC) pour la construction d'une cimenterie dans le parc industriel de *Melka Jebdu* (situé à 10 km à l'ouest de Dire Dawa et à 450 km d'Addis-Abeba). Cet investissement de 234 MUSD s'inscrirait dans le cadre d'un MoU entre les deux entreprises (investissement de 540 MUSD annoncé) visant à développer l'activité du parc industriel de *Melka Jebdu*. L'entreprise ambitionne en effet de porter la capacité de production du parc à 6 000 t de ciment et 1 000 t de chaux par jour ainsi que 700 000 t de métaux par an. Le pays connaît une pénurie de ciment depuis 2020 en raison de la faiblesse de la production nationale, elle-même minée notamment par (i) la situation sécuritaire du pays ayant temporairement empêché les deux principales cimenteries du pays (*Derba* et *Dangote*) de fonctionner, (ii) un manque de matières premières et (iii) une pénurie de devises étrangères.

## Kenya

### L'Etat accorde un sursis à Kenya Airways pour un prêt de 41,27 Mds KES (288,1 MEUR)

Le gouvernement a accordé à Kenya Airways (KQ) un sursis de 12 mois pour payer le service de prêts d'une valeur de 41,27 Mds KES (environ 288,1 MEUR), offrant ainsi un répit à la compagnie aérienne qui était en défaut de paiement. Jusqu'au 31 décembre 2022, le groupe et la société n'avaient pas effectué de paiements d'intérêts sur les prêts du gouvernement du Kenya, comme prévu dans les accords de prêt. La renonciation et le report du prêt aideront KQ à protéger ses liquidités alors que la compagnie continue à se remettre de la crise sanitaire, avec l'objectif d'afficher un bénéfice l'année prochaine, qui serait le premier depuis 2012.

### Des indicateurs défavorables sur le secteur privé: ralentissement des transactions mobiles et taux d'intérêt élevés

La valeur totale des transactions mobiles s'est élevée à 578,09 Mds KES (3,9 Mds EUR) en février 2023, soit la valeur mensuelle la plus faible depuis juin 2021, au plus fort du Covid-19. La baisse importante des transactions mobiles depuis décembre 2021 (où les transactions étaient à 708,1 Mds KES) reflète une économie en ralentissement où les activités commerciales du secteur privé ont diminué en raison des taux d'intérêt élevés qui ont découragé l'emprunt, resserrant ainsi la masse monétaire dans l'économie. Pour rappel, la Banque centrale (CBK) a une nouvelle fois relevé son taux

directeur fin mars, à 9,5 % (au lieu de 8,75 % précédemment). Selon les données de la CBK, le taux de prêt moyen pour les banques commerciales en février 2023 s'élevait à 13,06 %, ce qui représente le taux le plus élevé en 5 ans (le taux s'élevait à 13,1 % en juillet 2018).

### La SFI annule à un prêt de 41,8 millions d'euros pour la construction d'un terminal d'importation de GPL à Mombassa

La Société financière internationale (SFI) a annulé le financement accordé à *Mombasa Gas Terminal Ltd* (MGT). MGT avait pour projet de créer un terminal comprenant un poste d'amarrage privé pour le déchargement de transporteurs de gaz de pétrole liquéfié (GPL) de taille moyenne, un stockage à terre d'une capacité de 22 000 tonnes métriques et une infrastructure associée comportant plusieurs points de débarquement pour le transfert de GPL vers des véhicules de transport. L'annulation de ce prêt pourrait remettre en cause le projet qui devait contribuer à réduire le coût du GPL au Kenya. Les installations de manutention du GPL sont limitées au Kenya, ce qui expose le marché à des chocs d'approvisionnement et freine la croissance de la consommation dans un objectif de favoriser des modes de cuissons propres (plutôt que le charbon de bois). Ces derniers mois, outre MGT, plusieurs entreprises ont souhaité s'engager dans ce secteur pour mettre en place des terminaux servant d'installations communes de stockage et de chargement pour les revendeurs de GPL. La SFI n'a pas donné de raisons particulières, à ce stade, pour l'annulation du prêt.



## Madagascar

### La compagnie Madagascar Airlines obtient son certificat de transporteur aérien et sa licence d'exploitation

Le conseil d'administration de la compagnie *Madagascar Airlines* a annoncé le 17 avril l'obtention par la compagnie de son certificat de transporteur aérien (CTA) et sa licence d'exploitation, délivrés par l'Aviation civile malgache (ACM) suite au respect de la réglementation en vigueur en matière de sécurité et de sûreté. Créée en novembre 2021, *Madagascar Airlines* avait repris les activités d'*Air Madagascar* (vols internationaux) et de *Tsaradia* (vols domestiques) depuis début 2022. *Madagascar Airlines* a nommé son nouveau directeur général Thierry de Bailleul en décembre 2022, chargé de la mise en œuvre du nouveau business plan de la compagnie.

## Maurice

### Le gouvernement réoriente sa stratégie touristique afin de retrouver les niveaux de recettes 2019

Alors que la fréquentation des touristes français et britanniques a retrouvé son niveau de 2019, certains marchés restent en retrait comme la Chine, l'Inde et dans une moindre mesure l'Afrique du Sud. Néanmoins, les statistiques pour 2022 indiquent une augmentation de la durée de séjour et des dépenses quotidiennes globales. Dans cette situation, le ministre du Tourisme a fixé un retour au niveau de recettes touristiques de 2019, soit

1,77 Md USD, comme nouveau cap pour sa politique. Le choix de cet indicateur permettra de nuancer le focus sur la seule fréquentation, en encourageant les efforts d'attractivité mais aussi le renforcement du niveau des prestations touristiques.

## Ouganda

### Les exportations de maïs, de tabac et d'or augmentent les recettes en devises de l'Ouganda

Selon les données du ministère des Finances, du plan et du développement économique, les exportations de marchandises ougandaises ont cru de 6,3 % en février 2023 en glissement annuel (de 328,7 MUSD à 349,4 MUSD) -malgré une baisse de 13,6 % par rapport à janvier 2023. Cette hausse a été notamment portée par les exportations de maïs, de café et d'or. 54,4 % des exportations du mois sont allées vers la Communauté d'Afrique de l'Est (*EAC-East African Community*), 15,4 % vers l'Union européenne et 11,3 % vers l'Asie. La CAE est la seule région avec laquelle l'Ouganda n'a pas eu en février de déficit commercial. Ce dernier s'est élevé à 243,2 MUSD pour l'Asie, 102,5 MUSD pour le Moyen-Orient et 20,2 MUSD pour l'Europe. Ce déficit commercial est structurel pour l'Ouganda depuis 1993. En 2022, il a atteint la valeur record de 3,6 Mds USD, en raison principalement de la chute des exportations d'or (- 80,6 % en 2022), qui représentaient 27,2 % des exportations total en 2021, et de la hausse de près de 60 % des importations de produits pétroliers.

## ❖ Rwanda

*Pas de brève cette semaine*

## ❖ Seychelles

Une avancée dans la lutte contre le blanchiment d'argent grâce à la mise à niveau de cinq recommandations du GAFI

Le ministère des Finances, de la Planification nationale et du Commerce a annoncé le 12 avril que les Seychelles respectent désormais cinq nouvelles recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), passant de 29 à 34 respectées sur un total de 40 recommandations. Ces recommandations, dont l'objectif est la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, concernent les catégories suivantes : i) l'infraction de financement du terrorisme ; ii) les pays présentant un risque plus élevé, iii) la transparence et les bénéficiaires effectifs des personnes morales, iv) la réglementation et le contrôle des entreprises et professions non financières désignées et v) les lignes directrices et le retour d'informations.

## ❖ Somalie

La Somalie établit un partenariat avec l'Italie pour stimuler les investissements

Les dirigeants de l'Éthiopie, de l'Italie et de la Somalie ont tenu une réunion trilatérale à Addis-Abeba à la mi-avril pour renforcer leur

partenariat, notamment les investissements directs italiens dans la Corne de l'Afrique, les investissements dans les infrastructures entre l'Éthiopie et la Somalie soutenus par Rome, et le renforcement de leurs relations sur la scène internationale.

## ❖ Soudan

La reprise des conflits compromet tout espoir d'un réengagement de la communauté internationale

La reprise des conflits éloigne la perspective d'un réengagement des bailleurs dans le pays, pourtant fortement tributaire de l'aide internationale. En effet, le pays est en récession depuis 2018 en raison des facteurs politiques, des déséquilibres macroéconomiques et de déficiences structurelles exacerbées par la crise sanitaire (baisse du PIB réel de -3,6 % en 2020). Pour rappel, le coup d'Etat du 25 octobre 2021 avait brusquement mis fin à la transition démocratique et ainsi au soutien des bailleurs, alors que le Soudan avait atteint le "point de décision" dans le cadre de l'initiative PPTTE, en 2021, en réduisant d'au moins 80 % sa dette extérieure. Alors que la Banque mondiale était optimiste sur la sortie de crise avec l'accord-cadre et se tenait prête à intervenir avec une aide massive, les récents développements politiques ruinent tout espoir de sortie de crise à court terme.

## ❖ Soudan du Sud

Déplacement d'une délégation gouvernementale sud soudanaise à Washington

Une délégation gouvernementale sud soudanaise, emmenée par le ministre des Finances, s'est rendue aux réunions de printemps de la Banque mondiale (BM) et du Fonds monétaire international (FMI), qui se sont tenues à Washington du 10 au 16 avril 2023. En marge de cet événement, la délégation a pu s'entretenir avec le Secrétariat d'Etat américain et avec le FMI au sujet de l'accord de paix et des réformes structurelles dans le pays. Depuis le lancement du Programme de référence (SMP- *Staff Monitored Program*) du Fonds en mars 2021, un certain nombre de mesures figurant dans le programme de réforme des finances publiques, ont été introduites, avec l'appui des partenaires au développement (unification des taux de change, amélioration de la transparence des recettes pétrolières, réformes fiscale et douanière, ...). Pour mémoire, les réunions de la Banque mondiale et du FMI rassemblent des banquiers centraux, ministres des finances, parlementaires, dirigeants du secteur privé, universitaires et représentants de la société civile pour traiter des enjeux mondiaux (perspectives économiques mondiales, éradication de la pauvreté, développement économique et efficacité de l'aide).

## Tanzanie

### Création de 21 200 emplois dans l'éducation et la santé

Le gouvernement a annoncé l'ouverture de 21 200 nouveaux postes. Parmi ces emplois, 13 130 seront attribués à des enseignants tandis que les 8 070 restants seront ouverts dans le secteur de la santé. Ces opportunités sont ouvertes aux Tanzaniens âgés de 45 ans maximum, ayant atteint le cycle inférieur de l'enseignement secondaire (*form 4*) ou le

cycle supérieur (*form 6*) et titulaires d'un certificat ou d'un diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur agréé par le gouvernement ou d'une licence d'exercice en cours de validité. Les candidatures sont ouvertes en ligne jusqu'au 25 avril 2023.

### L'aéroport d'Arusha fait l'objet d'une extension de sa piste d'atterrissage et de travaux de modernisation

L'aéroport d'Arusha, situé au nord de la Tanzanie et permettant aux touristes d'accéder aux grands parcs nationaux de *safaris* et au mont Kilimandjaro, retrouvera bientôt sa pleine capacité opérationnelle après des travaux de modernisation. Il fait partie des 59 aéroports gérés, entretenus et exploités par l'autorité aéroportuaire de Tanzanie (*Tanzania Airports Authority, TAA*). Ces travaux comprennent principalement l'extension de la piste d'atterrissage afin d'accueillir de plus gros avions, la réhabilitation de l'aire de trafic principale, l'amélioration de l'espace de stationnement et la mise à niveau de la voie de circulation parallèle à l'aéroport. En cours depuis 2020/21, ces aménagements sont clés pour le secteur touristique tanzanien et devraient être achevés au cours du prochain exercice fiscal.

### L'inflation en légère baisse au mois de mars selon le Bureau national des statistiques

Selon le Bureau national des statistiques (*National Bureau Statistics Office, NBS*), le taux d'inflation annuel du pays a poursuivi sa légère baisse entamée en janvier à 4,7 % au mois de mars (4,8 % en février 2023 et 4,9 % en janvier 2023). Cette diminution s'explique par la baisse des prix des produits alimentaires (riz, farine, fruits, patate douce, manioc) et non alimentaires (vêtements,

chaussures, matériaux de construction, gaz, bois, diesel) au cours de cette période. Le NBS note également que l'inflation en Tanzanie a diminué de manière significative par rapport aux autres pays d'Afrique de

l'Est au cours de la même période : en Ouganda, l'inflation a diminué de 9,2 % à 9 % tandis qu'au Kenya, elle est restée stable à 9,2 %.





## CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

[jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr)

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART  
[quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr](mailto:quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr)

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) /  
[Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

[frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr](mailto:frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr)

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE

[julien.defrance@dgtresor.gouv.fr](mailto:julien.defrance@dgtresor.gouv.fr)

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

[suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr](mailto:suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr)

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

[annie.biro@dgtresor.gouv.fr](mailto:annie.biro@dgtresor.gouv.fr)

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

[rafael.santos@dgtresor.gouv.fr](mailto:rafael.santos@dgtresor.gouv.fr)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)